

## Circulaire d'information

**INFCIRC/966**

29 décembre 2021

**Distribution générale**

Français

Original : anglais, russe

---

## Communication en date du 19 novembre 2021 reçue de la mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Agence

1. Le Secrétariat a reçu de la mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Agence une communication en date du 19 novembre 2021.
2. À la demande de la mission permanente, cette communication est reproduite ci-après.

MISSION PERMANENTE  
DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE  
AUPRÈS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES  
À VIENNE

N° 4838-n

La mission permanente de la Fédération de Russie auprès des organisations internationales à Vienne présente ses compliments au Secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique et a l'honneur de lui transmettre un document officiel pour les prochaines réunions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA (24-26 novembre 2021), contenant la position de la Fédération de Russie sur le partenariat trilatéral AUKUS et ses incidences. La mission permanente vous serait reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le document joint en tant que circulaire d'information de l'AIEA.

La mission permanente de la Fédération de Russie auprès des organisations internationales à Vienne saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat l'assurance de sa très haute considération.

Pièces jointes : 2 pages (comme mentionné)

[sceau]

Vienne, 19 novembre 2021

Secrétariat de l'AIEA

**Pour la réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA  
(Vienne, 24-26 novembre 2021)**

**Position de la Fédération de Russie  
sur le partenariat de sécurité trilatéral AUKUS et ses incidences**

La Fédération de Russie continue de suivre de près l'évolution de la création du partenariat de sécurité trilatéral AUKUS de l'Australie, des États-Unis et du Royaume-Uni, annoncée le 15 septembre 2021. Par sa nature et les incidences qu'elle pourrait avoir, cette initiative soulève de nombreuses questions.

La création d'AUKUS provoque des tensions touchant la sécurité internationale et crée un climat propice à une nouvelle course aux armements dans la région Asie-Pacifique mais aussi dans un contexte beaucoup plus vaste.

Le projet de construction de sous-marins à propulsion nucléaire pour la marine australienne, par les États-Unis et le Royaume-Uni dans le cadre d'AUKUS ont un effet déstabilisant sur le régime du TNP. L'Australie recevra des matières et des installations nucléaires, qui, dans les États parties au TNP non dotés d'armes nucléaires, devraient être soumises aux garanties de l'AIEA. Il faudra assurer le contrôle complet et la continuité des connaissances des matières et installations nucléaires qui seront fournies à l'Australie, notamment en donnant tous les accès nécessaires aux inspecteurs de l'Agence. Des incertitudes dans un domaine aussi sensible présentent de multiples risques pour l'ensemble du système des garanties de l'AIEA. En toutes circonstances, il importe au plus haut point de veiller à l'application de l'accord de garanties généralisées entre l'Australie et l'AIEA et de son protocole additionnel.

Ce partenariat suscite de vives préoccupations en ce qui concerne les obligations de l'Australie au titre de la rubrique 3.1 modifiée, qui impose aux pays d'informer l'Agence de la construction de nouvelles installations nucléaires dès que la décision en a été prise. Comme nous comprenons la déclaration commune faite par les dirigeants le 15 septembre concernant AUKUS, cette décision a déjà été prise. Si c'est le cas, il s'agit là d'une violation flagrante des obligations de l'Australie au titre de la rubrique 3.1 modifiée.

On ignore quelle sorte de combustible nucléaire sera utilisé dans les réacteurs de ces sous-marins. S'il s'agit d'uranium hautement enrichi (UHE), le combustible le plus couramment utilisé actuellement pour la propulsion nucléaire navale, comment cette initiative cadre-t-elle avec l'idée de réduction de l'utilisation de l'UHE activement défendue par les États-Unis et l'Australie sur la scène internationale ? Nul doute qu'en donnant corps aux intentions annoncées dans le cadre d'AUKUS, les États-Unis et l'Australie fermeront tout simplement les yeux sur cette incohérence afin de redresser leurs propres capacités militaires.

Nous notons avec préoccupation que des responsables australiens ont déclaré que l'Australie était prête à recevoir sur son territoire tous types d'avions militaires américains dans le cadre d'AUKUS. Dans ce contexte, nous aimerions rappeler que le nouveau START interdit que des bombardiers lourds soient basés hors du territoire national de chaque État partie.

Les parties d'AUKUS affirment que le partenariat ne sera pas utilisé pour transmettre des armes nucléaires. Cependant, la pratique existante des soi-disant missions de partage nucléaire au sein de l'OTAN en violation du TNP nous force à considérer le risque que de telles actions s'étendent à l'Australie également.

Les projets des États-Unis et du Royaume-Uni de construire une infrastructure militaire sur le sol australien font douter de la bonne foi de Canberra en tant qu'État partie au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga). Le déploiement de troupes et d'armes d'États dotés d'armes nucléaires en Australie met en doute les assurances de sécurité auxquelles ce pays a droit en tant que membre de la zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN). Les actions de Canberra affaiblissent fondamentalement la confiance en l'idée de la ZEAN elle-même.

Nous partons du principe que tout arrangement de vérification entre l'AIEA et AUKUS doit être approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA.